

Brochure n° 3005-I

Accords nationaux

TRAVAUX PUBLICS

Tome I : Accords nationaux

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux

**BÂTIMENT
ET TRAVAUX PUBLICS**

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 21 DÉCEMBRE 2006
RELATIF À L'INDEMNITÉ SPÉCIFIQUE LIÉE À L'EXERCICE
DE LA FONCTION DE MAÎTRE D'APPRENTISSAGE CONFIRMÉ
(LIMOUSIN)
NOR : ASET0750430M

Vu l'article 3 de l'accord du 13 juillet 2004 relatif à « la formation, la certification, la charte et l'indemnisation » des maîtres d'apprentissage dans le BTP, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,
- soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,

les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 21 décembre 2006 et ont convenu des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de maître d'apprentissage confirmé :

Article 1^{er}

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 250 € par apprenti pour un contrat d'apprentissage de 2 ans.

Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

*Modalités de versement de l'indemnité
pour un contrat de 2 ans*

6 MOIS APRÈS le début du contrat	30 JUIN mi-parcours	31 DÉCEMBRE de la 2 ^e année	FIN du contrat	SI RÉUSSITE au diplôme
50 €	50 €	50 €	50 €	50 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué *pro rata temporis* de la durée du contrat effectuée par l'apprenti.

Article 4

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1^{er} juillet 2007.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère de l'emploi et de la cohésion sociale et du logement.

Fait à Limoges, le 21 décembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération régionale des SCOP du BTP du Limousin ;
Fédération du bâtiment de la région Limousin.

Syndicats de salariés :

Union régionale CFTC du bâtiment de la région Limousin ;
Syndicat Force ouvrière bâtiment région Limousin ;
CFDT Limousin construction bois ;
Union syndicale CGT de la construction du Limousin ;
SNC CGC du bâtiment région Limousin.